



**PRÉFET  
DE LA CORRÈZE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse  
et de la Haute-Vienne

Site de Brive

19 rue Daniel de Cosnac – CS40142

19104 Brive-la-Gaillarde Cedex

Brive-la-Gaillarde, le 12 novembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **STE DES EAUX DE L'AGGLOMERATION DU BASSIN DE BRIVE**

Usine de production d'eau potable de Pigeon Blanc

Route du Rêt

19270 Ussac

**Références : 2025-11-12 UiD192025-0117r georisques**

Code AIOT : 0100053340

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2025 dans l'établissement STE DES EAUX DE L'AGGLOMERATION DU BASSIN DE BRIVE implanté ROUTE DU RET -- 19270 Ussac. L'inspection a été annoncée le 01/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Suite à une visite effectuée le 28/08/2025, l'organisme en charge du contrôle périodique de l'installation soumise à déclaration au titre de la réglementation ICPE (rubrique : 4710.2) a informé l'Inspection des installations classées, conformément à l'article R512-59-1 du Code de l'Environnement, de l'existence de non-conformités majeures (NCM) et de la persistance de non-conformités majeures à l'issue du contrôle complémentaire.

Outre le Code de l'Environnement, le présent rapport renvoie principalement au référentiel réglementaire suivant : Arrêté ministériel du 17 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4710.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STE DES EAUX DE L'AGGLOMERATION DU BASSIN DE BRIVE
- ROUTE DU RET -- 19270 Ussac
- Code AIOT : 0100053340

- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une usine de production d'eau potable, qui stocke et emploie 10 bouteilles d'une capacité unitaire de 49 kg de chlore dans un seul local technique.

L'installation de production d'eau potable du lieu-dit du Pigeon Blanc a été initialement déclarée le 08/08/2007 avec une quantité totale de chlore dans l'installation de 490 kg.

L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du Code de l'environnement.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Suite contrôle périodique avec persistance NCM
- Récolement à l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4710

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle         | Référence réglementaire                                  | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---------------------------|--|--|-----------------------|
| 2  | Installations électriques | Arrêté Ministériel du 17/12/2008, Annexe I - article 2.7 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 1 mois                |
| 5  | Stockage                  | Arrêté Ministériel du 17/12/2008, Annexe I - article 4.9 | Mise en demeure, respect de prescription   | 12 mois               |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                     | Référence réglementaire                                  | Autre information |
|----|---------------------------------------|--|-------------------|
| 1  | Dossier installation classée          | Arrêté Ministériel du 17/12/2008, Annexe I - article 1.4 | Sans objet        |
| 3  | État des stocks de produits dangereux | Arrêté Ministériel du 17/12/2008, Annexe I - article 3.5 | Sans objet        |
| 4  | Consignes d'exploitation              | Arrêté Ministériel du 17/12/2008, Annexe I - article 3.7 | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Globalement le site apparaît comme propre et bien tenu par l'exploitant.

Au jour de la visite, l'exploitant a levé les non-conformités majeures (NCM) et les autres non-conformités (ANC) qui étaient dans son champ d'action. La collectivité (agglomération de Brive) a été sollicitée pour lever la non-conformité majeure relative à la séparation des locaux de stockage et d'utilisation du chlore.

La collectivité, présente lors de la visite, a indiqué avoir commencé à réfléchir aux options possibles, toutefois aucun devis n'est disponible à date. À ce titre et au vu du fait que cette non-conformité est présente depuis la mise en service, l'Inspection propose une mise en demeure de réaliser les travaux de mise en conformité de l'installation.

Des éléments justificatifs relatifs au contrôle périodique des installations électriques sont également attendus.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dossier installation classée

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, Annexe I - article 1.4  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• le dossier de déclaration ;</li><li>• les plans tenus à jour ;</li><li>• la preuve de dépôt de la déclaration et les prescriptions générales ;</li><li>• les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, lorsqu'ils existent ;</li><li>• les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit ;</li><li>• les rapports des visites et contrôles prévus à la présente annexe ;</li><li>• les documents prévus au titre des points suivants de la présente annexe ;</li><li>• le dossier rassemblant des éléments relatifs au risque (notamment les caractéristiques physiques, chimiques et toxicologiques du chlore employé ou stocké, incompatibilités entre les produits et matériaux utilisés dans l'installation) tel que prévu au point 3.3.</li></ul> L'ensemble de ces documents est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique. |
| <b>Constats :</b><br>Le site a été déclaré initialement le 08/08/2007 par l'exploitant précédent.<br>Une déclaration de bénéfice des droits acquis a été réalisée par l'exploitant actuel le 01/08/2024.<br>Au jour de la visite, l'Inspection a interrogé l'exploitant sur le choix de cette procédure et non une déclaration de changement d'exploitant tel que c'était attendu. L'exploitant a indiqué qu'il s'agissait un choix par méconnaissance.<br>L'exploitant indique qu'il n'y a pas eu de modification des installations depuis la déclaration de 2007.<br>Le site est certifié ISO14001 (certification nationale).<br>Le dossier ICPE est disponible dans un classeur « ICPE » tenu à disposition sur site. Ce classeur a été présenté lors de l'Inspection.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

### N° 2 : Installations électriques

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, Annexe I - article 2.7  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées, en tenant compte du risque de corrosion dû à la présence éventuelle de chlore.<br>Les gainages électriques et les tuyauteries ne doivent pas être une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en |

|  |
|--|
| cause.   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport de vérification électrique APAVE N°134366064-001-1 du 11/12/2024 pour une intervention du 25/07/2024 au 26/07/2024 a été transmis à la suite de l'Inspection.</p> <p>Ce rapport fait apparaître 8 observations dont 7 sont récurrentes (continuités défectueuses, continuité à la terre inexistante et boîte de dérivation en mauvais état). À noter également que le périmètre d'intervention n'est pas complet : inaccessibilité de certains récepteurs supérieurs à 4 mètres, manquement de pièce du dossier technique et absence d'examen hors tension des cellules HT.</p> <p>Le registre de sécurité vu à PIGEON BLANC précisait que l'intervention de vérification électrique avait eu lieu le 01/10/2025, le rapport n'étant pas encore disponible à date.</p> <p><b>L'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que les vérifications périodiques des installations électriques doivent être réalisées annuellement et que cette vérification doit être réalisée sur un périmètre complet.</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet, à réception, le rapport 2025 de contrôle périodique des installations électriques à l'Inspection.</p> <p><b>Si des observations sont toujours relevées dans le rapport de contrôle périodique, l'exploitant transmet également un plan d'action assurant la levée de ces observations.</b></p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant  |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |

### N° 3 : État des stocks de produits dangereux

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, Annexe I - article 3.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks de produits dangereux   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport APAVE de contrôle périodique n°135146651-001-1 du 28/08/2025, venant compléter le rapport n°134395071-001-1 fait apparaître une autre non-conformité constatée (ANC) relative au plan : « Le plan renseignant les zones de danger ne prend pas en compte les caractéristiques qualitatives des matières mises en œuvre ».</p> <p>Au jour de la visite, l'Inspection a constaté que les plans sont correctement complétés et affichés. Les zones de dangers sont bien identifiées et localisées.</p> <p>Le registre de suivi des bouteilles est suivi manuellement par l'exploitant et affiché dans le local de stockage des bouteilles (complété lors des livraisons). <b>L'inspection relève que l'accessibilité à cet état des stocks pourrait être compromise en cas d'incident dans le local chlore. Un autre</b></p> |

**emplacement de ce registre doit être envisagé.**

La dernière livraison de 6 bouteilles de 49 kg est enregistrée au 01/10/2025. Sont également enregistrés le 01/10/2025, les livraisons de 4 bouteilles de 15 kg et 1 bouteille de 6 kg. Une date de départ le jour même vers d'autres sites est également précisée pour ces bouteilles.

Il a été constaté sur site la présence de 5 bouteilles de 49 kg pleines, 4 bouteilles de 49 kg en utilisation, 1 bouteille de 49 kg vide ainsi qu'une bouteille de 6 kg vide. Cette bouteille de 6 kg n'est pas déclarée dans la quantité totale de chlore dans l'installation (10 x 49 kg). L'exploitant précise que cette bouteille est toujours stockée vide sur ce site pour faciliter la logistique des camions de livraison. **L'exploitant s'assure de ne pas dépasser, en toutes circonstances, la quantité maximale déclarée susceptible d'être présente dans son installation et fixée à 490 kg.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Consignes d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2008, Annexe I - article 3.7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Consignes d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (notamment en fonctionnement normal, pendant les phases de démarrage, d'arrêt et d'entretien) font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Toute manipulation sur les récipients est réalisée par des opérateurs nommément désignés par l'exploitant et systématiquement équipés de dispositifs de protection respiratoire. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- le maintien, dans le local, de la quantité de chlore nécessaire au fonctionnement de l'installation ;
- [...]
- les conditions de conservation et de stockage des produits ;
- la fréquence de contrôle de l'étanchéité et des fixations des réservoirs. Avant le début de toute intervention sur les récipients de chlore, l'opérateur nommément désigné par l'exploitant contrôle :
  - la présence et l'opérabilité des appareils de protection respiratoire spécifique au chlore ;
  - la disponibilité de moyens de communication et d'alerte des services de secours.

L'absence de fuite de chlore est vérifiée après toute intervention sur les récipients de chlore et à la suite de l'ouverture des robinets de ces récipients de chlore ou de leur remise en service. [...]

**Constats :**

Le rapport APAVE de contrôle périodique n°135146651-001-1 du 28/08/2025, venant compléter le rapport n°134395071-001-1 fait apparaître une autre non-conformité constatée (ANC) relative aux consignes : « Les consignes de sécurité sont à compléter ».

Ces consignes sont disponibles dans le classeur ICPE présenté lors de l'Inspection.

Sur site, il a été constaté les affichages des mentions de risques, les consignes d'intervention, la FDS simplifiée ainsi que les informations relatives à la sécurité sur les locaux de stockage et d'utilisation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Stockage**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, Annexe I - article 4.9   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le local est uniquement destiné au stockage du chlore.<br><br>Les récipients sont équipés en permanence d'un chapeau dont la résistance au choc est conforme aux normes en vigueur et d'un bouchon de protection vissé sur le raccord de sortie, équipé d'un joint d'étanchéité.<br><br>« La capacité unitaire de chlore des récipients est inférieure à 60 kg.  |
| <b>Constats :</b><br>Le rapport APAVE de contrôle périodique n°135146651-001-1 du 28/08/2025, venant compléter le rapport n°134395071-001-1 fait apparaître une non-conformité majeure (NCM) relative au fait que le local technique de stockage est le même que le local technique d'utilisation du Chlore relevée lors de la visite du 21/08/2024. Cette non-conformité n'a pas été levée suite au contrôle complémentaire du 28/08/2025. L'APAVE a donc signalé à l'Inspection des installations classées le maintien de cette non-conformité.<br><br>Au jour de la visite, cette non-conformité n'est pas levée.<br><br>L'exploitant précise que les travaux nécessaires doivent être réalisés par la collectivité, propriétaire des installations. Cette dernière indique être en cours d'étude pour remédier à cette non-conformité (emplacement, local préfabriqué ou armoire technique, avec dalle béton) sans qu'aucun devis ne soit disponible à ce stade.<br><br>Hormis le double usage du local, l'Inspection a constaté la présence des bonnes conditions de stockages et d'utilisation des bouteilles : les bouteilles sont stockées verticalement, robinets vers le haut, avec les chapeaux de protection, sur des emplacements de stockage dédiés et fermés à clé. Les bouteilles sont accrochées au mur pour éviter leur bascule. Les chloromètres sont fixés directement aux bouteilles en cours d'utilisation et le détecteur de chlore est présent. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br><b>L'exploitant doit se mettre en conformité avec la prescription sus-visée concernant la séparation des locaux d'utilisation et de stockage du chlore.</b>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription   |
| <b>Proposition de délais :</b> 12 mois  |